



Le 20 janvier 2020

Manifestations et blocages des E3C : La PEEP demande que les épreuves se tiennent dans la sérénité

Samedi 18 janvier, les épreuves communes de contrôle continu (E3C) d'un lycée de Clermont-Ferrand ont été annulées suite à l'intrusion de manifestants dans l'établissement.

La concertation pour une réforme du lycée a commencé il y a deux ans déjà. A cette occasion, tous les acteurs de la communauté éducative, dont la PEEP, ont pu s'exprimer. Nous avons fait des propositions qui, pour certaines, ont été retenues. Après le temps de la décision politique est venu celui de l'application de la réforme.

Il est fait reproche à ces épreuves de contrôle continu de faire disparaître le caractère national, égalitaire du baccalauréat.

Les inégalités dans le système scolaire n'ont hélas pas attendu cette réforme. Ainsi, des mécanismes malheureux conduisent souvent à mettre devant les élèves les plus favorisés les professeurs les plus expérimentés, à valoriser l'ancienneté plus que la compétence et l'engagement, à laisser les origines sociales peser sur l'orientation des élèves. Les parents d'élèves de la PEEP pensent justement que cette réforme peut être une chance pour les élèves : en répartissant les épreuves sur deux années, en leur permettant de construire leur parcours et de choisir des matières en fonction de leurs goûts.

Les épreuves des E3C doivent se tenir dans la sérénité. La PEEP observera avec attention ce premier temps du baccalauréat, pour faire un premier bilan des réussites et des difficultés dans la mise en œuvre. Dans les établissements, de même qu'au sein des comités de suivi nationaux et académiques, nous ferons des propositions constructives.

Il reste dix-huit mois avant que les élèves de la "génération 2003" passent le baccalauréat. Ils savent que les portes de l'enseignement supérieur s'ouvriront grâce à la qualité de leur travail et à leurs résultats. Au stress naturel que peut susciter l'évaluation, ne devrait pas être ajoutée, à chaque étape de leur parcours, l'angoisse créée par un contexte de blocages, des rétentions de notes ou des reports d'épreuves.

Répetons-le : nos enfants ne sont pas les pièces d'un jeu d'échec, utilisées ou sacrifiées au gré de combats politiques ou syndicaux qui ne sont pas les leurs !